

D'ex-rebelles touareg attendent de combattre Aqmi au Mali



D'ex-rebelles touaregs à Kidal, au nord du Mali, le 17 février 2009

© AFP/Archives Serge Daniel

KIDAL (Mali) (AFP) - dimanche 10 octobre 2010 - 12h26 - Des membres de l'ex-rébellion touareg qui a déstabilisé le Mali dans les années 1990 et au début des années 2000, se disent désormais prêts à participer à la lutte contre Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) dont des unités sont implantées dans le nord de ce pays.

"Nous n'attendons que le feu vert du gouvernement malien pour aller chasser Al-Qaïda de notre désert", affirme un ex-rebelle

touareg qui, comme de nombreux autres, est dans l'attente de la formation "d'unités spéciales" chargées d'assurer la sécurité dans le nord du territoire malien.

La mise en place de ces "unités" est prévue par les accords de paix d'Alger, signés en juillet 2006 sous les auspices de l'Algérie par le gouvernement malien et l'Alliance pour la démocratie et le changement (ADC) qui rassemble différents groupes d'ex-rebelles touareg du Mali.

Il est prévu que ces "unités spéciales" soient composées d'anciens rebelles touareg, sous commandement de l'armée régulière malienne, et dont la formation a été assurée par le gouvernement algérien conformément aux accords d'Alger.

"Nous sommes prêts, nous attendons. En quelques semaines, nous allons régler le problème", affirme Ahmed Ag Achérid, qui fait partie de la centaine d'anciens combattants de la cause touareg impatients de rejoindre ces unités d'élite et d'en découdre avec les unités d'Al-Qaïda.

Les éléments d'Aqmi "viennent souvent sabriter sur notre terrain que nous connaissons bien. Si nous sommes armés, nous pouvons rapidement leur régler leur compte", affirme Ahmada Ag Bibi, porte parole des ex-rebelles, député à l'Assemblée nationale du Mali.

"Aqmi veut salir l'image de notre région. Nous n'allons pas l'accepter", ajoute-t-il, suivi en cela par ses anciens compagnons qui qualifient les membres de la branche maghrébine d'Al-Qaïda de "voyous" dont ils veulent se débarrasser.

En référence à l'enlèvement mi-septembre dans le nord du Niger de sept otages (cinq Français dont une femme, un Togolais et un Malgache), transférés dans le nord-est du Mali, l'un d'eux s'empare: "prendre une femme en otage, prendre un civil en otage, pourquoi? l'islam na jamais dit ça. Non!".

Du côté de l'administration de la région de Kidal (nord-est), on affirme que la mise en place des unités spéciales "ne saurait tarder".

"Il y a une commission de suivi des accords d'Alger qui travaille sur le dossier, et dans quelques semaines, tout devrait fonctionner", affirme un responsable du gouvernorat de Kidal, sous couvert de l'anonymat.

"Il faut accélérer la création des unités spéciales. Ces ex-rebelles touareg n'ont pas de travail", exhorte Ursule Tékiane, qui dirige une organisation non-gouvernementale d'aide à l'enfance dans le nord du Mali.

"Outre le fait qu'ils défendent aussi leur pays, c'est également une manière de les occuper, pour qu'ils n'aient pas grossi les rangs des bandes armées qui sont nombreuses dans le

désert", dit-elle. Certains touareg, minoritaires, sont en relation avec Aqmi.

Les Touareg, communauté nomade d'environ 1,5 million de personnes, sont répartis entre le Niger, le Mali, l'Algérie, la Libye et le Burkina Faso.

Selon le comité de suivi des accords d'Alger, les ex-rebelles peuvent être un "remède efficace" contre Aqmi dans le Sahara, car "ils connaissent bien la zone". "Ils sont chez eux. Ce sont des hommes aguerris qui peuvent compter sur la population locale pour les informer", note un des membres de ce comité.

© 2010 AFP. Tous droits de reproduction et de représentation réservés.